

UN MODÈLE BIO-ÉCONOMIQUE POUR JUGER LOCALEMENT DE L'EFFICACITÉ DES POLITIQUES PUBLIQUES : LE CAS DES EXPLOITATIONS CÉRÉALIÈRES DE LA RÉGION MIDI-PYRÉNÉES

Françoise CARPY-GOULARD
enseignant-chercheur à ESA-PURPAN, France

Résumé :

Les problèmes de dégradation de l'environnement par l'agriculture posent la question de l'efficacité des politiques publiques dans ce domaine. Le devenir de la politique agricole, en tant qu'instrument de régulation des marchés et comme outil de gestion des territoires est questionné : la pollution de l'eau est mise en regard de l'importance des subventions publiques, dont la légitimité est désormais interrogée.

L'Agenda 2000, en redéfinissant le mode de soutien, a amorcé un changement profond. Les outils tels que le découplage ou l'éco-conditionnalité, réaffirmés en 2003 dans l'accord de Luxembourg, impliquent une grande exposition des agriculteurs au risque de marché, mais simultanément ouvrent de nouvelles opportunités dans le cadre du second pilier. Parallèlement, se développe une politique environnementale, imposant au monde agricole des instruments de régulation basés sur la réglementation et la fiscalité. Quelles seront les adaptations des agriculteurs et quelles conséquences économiques et environnementales auront ces mesures ?

La méthodologie proposée est basée sur un modèle économique d'exploitation agricole, auquel ont été couplés des indicateurs environnementaux. Cette approche associe programmation mathématique et informations techniques et écologiques. Elle permet de prendre en compte le risque et d'analyser les effets sur l'environnement de diverses alternatives de gestion des exploitations agricoles. Des simulations de différents scénarii ont été testées sur des exploitations céréalières de Midi-Pyrénées, afin de discuter de l'efficacité des politiques, localement.

Les résultats montrent, au travers de divergences entre objectifs individuels d'optimisation micro-économique et objectifs « sociaux » de gestion de l'environnement, l'existence d'une contradiction entre le système de soutien proposé aux agriculteurs dans l'Agenda 2000 et la problématique environnementale. De même, les instruments envisagés dans le cadre de la politique environnementale répondent mal aux problèmes posés. Le découplage et la conditionnalité environnementale paraissent des pistes intéressantes à explorer, tant ils ouvrent le champ des possibles en terme d'adaptation des systèmes productifs.